

§ 2. Bij de plaatsing van de communicerende meter verstrekt de distributienetbeheerder de gebruiker of diens vertegenwoordiger de informatiebrochure bedoeld in artikel 2, § 4, van dit besluit en demonstreert hij de basisfuncties van de meter.

Art. 4. § 1. Het in artikel 35 ter, § 3, van het decreet van 12 april 2001 bedoelde geïnformatiseerde platform geeft de gegevens betreffende de afname en de injectie in grafische vorm weer en is gedifferentieerd volgens de door de distributienetbeheerder vastgestelde tariefuurperiodes.

Zij worden op jaarbasis, maandelijks, wekelijks, dagelijks en, indien de afnemer daar uitdrukkelijk om verzoekt, intradagelijks weergegeven voor de laatste vierentwintig maanden of voor de periode sinds de plaatsing van de communicerende meter, indien deze korter is.

De cumulatieve jaarlijkse gegevens die over de laatste drie jaar of de periode sinds de installatie van de communicerende meter, indien deze periode korter is, zijn gevalideerd, zijn ook beschikbaar.

§ 2. § Het geautomatiseerde platform bevat een toelichting op het gebruik en een vergelijkend deel met gestandaardiseerde monsterafname en eventueel injectiegegevens van referentieprofielen. Het heeft een functie voor het exporteren van gegevens in een vorm die door een spreadsheet kan worden gebruikt.

Art. 5. § 1. De plaatsing en activering van de communicatiefunctie van een meter wordt technisch onmogelijk geacht wanneer :

1° de plaatsing van de communicerende meter is technisch niet mogelijk gezien de configuratie van de lokalen;

2° de communicatie op afstand met de communicerende meter kan niet tot stand worden gebracht op het moment van de plaatsing ervan.

§ 2. De installatie en activering van de communicatiefunctie van een meter worden als onrendabel beschouwd wanneer de kosten voor de plaatsing van de communicerende meter, zoals goedgekeurd door de CWaPE, hoger zijn dan de kosten voor het bijkomende technische werk, tenzij deze bijkomende kosten door de afnemer worden aanvaard in de individuele offerte wanneer hij de installatie van de meter aanvraagt.

§ 3. In gevallen van technische onmogelijkheid of onrendabele kosten als bedoeld in de leden 1 en 2 stelt de distributienetbeheerder de gebruiker binnen tien dagen na de vaststelling van de technische onmogelijkheid of onrendabele kosten per brief op de hoogte. Deze informatie omvat met name:

1° in geval van technische onmogelijkheid van plaatsing, de specifieke redenen betreffende deze onmogelijkheid en, in voorkomend geval, de middelen die moeten worden aangewend om deze onmogelijkheid op te heffen ;

2° indien het technisch onmogelijk is de communicatiefunctie te activeren, de specifieke redenen voor deze onmogelijkheid, de middelen die ter beschikking worden gesteld om deze activering mogelijk te maken en de maximumtermijn waarbinnen deze activering effectief zal zijn;

3° indien de kosten economisch niet redelijk zijn, het bedrag van de extra kosten die nodig zijn voor de installatie van de communicerende meter

Art. 6. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2022.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2022/34596]

1^{er} DECEMBRE 2022. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne et l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel en matière de congés

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 juin 2022 ;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 1^{er} juillet 2022 ;

Vu le rapport du 25 mai 2022, établi en application de l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu le protocole de négociation n°828 du Comité de secteur n°XVI, conclu le 16 septembre 2022 ;

Vu l'avis n° 72.326 du Conseil d'État, donné le 7 novembre 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2019/1158 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée des parents et des aidants et abrogeant la directive 2010/18/UE du Conseil.

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne*

Art. 2. Dans l'article 22, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « pour cas de force majeure » sont remplacés par les mots « exceptionnels visés à l'article 379 ».

Art. 3. À l'article 368, § 2, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 6° les mots « pour cas de force majeure » sont abrogés ;

2° le 10° est remplacé par ce qui suit : « 10° le congé de maternité transféré visé à l'article 396 ; » ;

3° le 11° est remplacé par ce qui suit : « 11° le congé de naissance visé à l'article 397 ; ».

Art. 4. À l'article 376, alinéa 2, du même Code, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 20 mars 2014 et du 6 avril 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 4°, les mots « cinq jours ouvrables » sont remplacés par les mots « dix jours ouvrables, à choisir par l'agent dans l'année qui suit le jour du décès ; » ;

2° le 4°/1 est remplacé par ce qui suit « 4°/1 le décès de l'enfant de l'agent, de l'enfant du conjoint de l'agent, ou de l'enfant que l'agent ou que le conjoint accueille ou a accueilli dans sa famille dans le cadre d'une procédure de tutelle ou de placement de six mois consécutifs au moins : dix jours ouvrables, à choisir par l'agent dans l'année qui suit le jour du décès ; » ;

3° il est inséré un 4°/3 rédigé comme suit :

« 4°/3 le décès du père d'accueil ou de la mère d'accueil auprès desquels l'agent fut placé dans le cadre d'un placement familial de longue durée : quatre jours ouvrables ; » ;

4° il est inséré un 4°/4 rédigé comme suit :

« 4°/4 le décès de l'enfant que l'agent accueille dans sa famille depuis moins de six mois dans le cadre d'une procédure de tutelle ou de placement : un jour ouvrable ; ».

Art. 5. À l'article 379, § 1^{er}, du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « pour cas de force majeure » sont abrogés ;

2° le 1° est remplacé par ce qui suit : « en cas de maladie, d'accident ou d'hospitalisation survenu à une personnes habitant sous le même toit que lui ; » ;

3° au 2°, les mots « le conjoint, » sont insérés entre les mots « toit que lui : » et les mots « un parent » ;

4° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit : « Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 3° et 4°, la force majeure est requise. ».

Art. 6. Dans le livre III du même Code, l'intitulé du chapitre V est remplacé par ce qui suit :

« Congé de maternité transféré et congé de naissance ».

Art. 7. À l'article 396 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les modifications suivantes sont apportées :

1° le mot « père » est chaque fois remplacé par le mot « co-parent » ;

2° les mots « paternité de substitution » sont chaque fois remplacés par les mots « maternité transféré ».

Art. 8. L'article 397 du même Code, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 2022, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 397. Sans préjudice de l'article 396, l'agent obtient, à sa demande, un congé de naissance d'une durée de quinze jours à l'occasion de la naissance d'un enfant dont la filiation est établie à son égard. Ce congé est pris dans les quatre mois de la naissance ou le cas échéant, de l'expiration du congé de maternité transféré.

La durée du congé visé ci-avant est de vingt jours pour les naissances qui ont lieu à partir du 1^{er} janvier 2023.

À défaut d'un agent visé à l'alinéa 1^{er}, le même droit revient à l'agent qui, au moment de la naissance :

1° cohabite légalement avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant a sa résidence principale, et qu'ils ne sont pas unis par un lien de parenté entraînant un empêchement à mariage dont le tribunal de la famille ne peut pas dispenser ;

2° depuis une période ininterrompue de trois ans précédant la naissance, cohabite de manière permanente et affective avec la personne à l'égard de laquelle la filiation est établie et chez laquelle l'enfant a sa résidence principale, et qu'ils ne sont pas unis par un lien de parenté entraînant un empêchement à mariage dont le tribunal de la famille ne peut pas dispenser. La preuve de la cohabitation et de la résidence principale est fournie au moyen d'un extrait du registre de la population.

La condition visée à l'alinéa 3, 1° et 2°, relative à la résidence principale de l'enfant n'est pas applicable lorsque l'enfant est mort-né.

Un seul agent a droit au congé visé à l'alinéa 3, à l'occasion de la naissance d'un même enfant. Les agents qui ouvrent le droit au congé en vertu de l'alinéa 3, 1° et 2°, ont successivement priorité les uns sur les autres.

Le congé de naissance n'est pas octroyé en cas de fausse couche se produisant avant le cent quatre-vingt-unième jour de gestation.

Le congé de naissance est assimilé à une période d'activité de service.

Le droit au congé de maternité visé à l'article 39 de la loi du 16 mars 1971 sur le travail exclus pour un même parent, le cas échéant, le droit au congé ouvert par les alinéas précédents. ».

Art. 9. À l'article 399 du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2021, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 10. À l'article 416, § 3, du même Code, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2010, et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 1°/1 rédigé comme suit : « 1°/1 un congé de maternité transféré » ;

2° au 2°, le mot « paternité » est remplacé par le mot « naissance ».

Art. 11. À l'article 449bis du même Code, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 avril 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit : « Les périodes pendant lesquelles l'agent interrompt sa carrière de manière complète sont limitées à trois mois par personne aidée et ne peuvent excéder un total de six mois sur toute la carrière. Ces périodes d'interruption complète peuvent être fractionnées en période d'un mois ou un multiple de ce chiffre. » ;

2° il est inséré un nouvel alinéa 3 rédigé comme suit : « Les périodes pendant lesquelles l'agent interrompt sa carrière de manière partielle sont limitées à six mois par personne aidée et ne peuvent excéder un total de douze mois sur toute la carrière. Ces périodes d'interruption partielle peuvent être fractionnées en période de deux mois ou un multiple de ce chiffre. ».

Art. 12. À l'article 455 du même Code, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 27 mars 2009 et 6 avril 2022, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 4°, les mots « paternité de substitution » sont remplacés par les mots « maternité transféré » ;

2° au 5°, le mot « paternité » est remplacé par le mot « naissance ».

Art. 13. À l'article 569, alinéa 2, 1°, du même Code, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, les mots « de paternité, d'accueil en vue de l'adoption ou de la tutelle officielle » sont remplacés par les mots « de maternité transféré, de naissance, d'adoption, d'accueil ».

CHAPITRE 3. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel*

Art. 14. À l'article 10, alinéa 2, 5°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel, remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009, les mots « pour cas de force majeure » sont abrogés.

Art. 15. À l'article 12bis, alinéa 1^{er}, du même arrêté, inséré par l'arrêté du 27 mars 2009 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 5°, les mots « pour cas de force majeure » sont abrogés ;

2° il est inséré un 8°/1 rédigé comme suit : « 8°/1 le congé de maternité transféré visé à l'article 396 ; » ;

3° au 9°, le mot « paternité » est remplacé par le mot « naissance ».

Art. 16. Dans l'article 12quater, alinéa 2, 5°, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mars 2009 les mots « pour cas de force majeure » sont abrogés.

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 17. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour après sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 18. La Ministre de la Fonction publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} décembre 2022.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2022/34596]

1. DEZEMBER 2022 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder in Sachen Urlaub

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder;

Aufgrund der am 2. Juni 2022 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 1. Juli 2022 gegebenen Einverständnisses der Ministerin für den Öffentlichen Dienst;

Aufgrund des Berichts vom 25. Mai 2021, der in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund des am 16. September 2022 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 828 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 7. November 2022 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 72.326;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL 1 — *Allgemeine Bestimmung*

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie (EU) 2019/1158 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Juni 2019 zur Vereinbarkeit von Beruf und Privatleben für Eltern und pflegende Angehörige und zur Aufhebung der Richtlinie 2010/18/EU des Rates teilweise umgesetzt.

KAPITEL 2 — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes*

Art. 2 - In Artikel 22 Absatz 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des Wallonischen öffentlichen Dienstes, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird die Wortfolge "Urlaubstage wegen höherer Gewalt" durch die Wortfolge "außergewöhnlichen Urlaubstage gemäß Artikel 379" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 368 § 2 desselben Kodex, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und abgeändert durch den Erlass vom 6. April 2022, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 6 wird die Wortfolge "aufgrund höherer Gewalt" aufgehoben;

2° Ziffer 10 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "10° der übertragene Mutterschaftsurlaub gemäß Artikel 396;";

3° Ziffer 11 wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "11° der Geburtsurlaub gemäß Artikel 397;".

Art. 4 - In Artikel 376 Absatz 2 desselben Kodex, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 20. März 2014 und vom 6. April 2022, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 4 wird die Wortfolge "fünf Werktage" ersetzt durch die Wortfolge "zehn Werktage, die vom Bediensteten innerhalb eines Jahres nach dem Todestag zu wählen sind;";

2° Ziffer 4/1 wird durch folgendes ersetzt: "4°/1 der Tod des Kindes des Bediensteten, des Kindes des Ehepartners des Bediensteten oder des Kindes, das der Bedienstete oder der Ehepartner im Rahmen eines Vormundschafts- oder Unterbringungsverfahrens für mindestens sechs aufeinander folgende Monate in seine Familie aufnimmt oder aufgenommen hat: zehn Arbeitstage, die vom Bediensteten innerhalb eines Jahres nach dem Todestag zu wählen sind;";

3° eine Ziffer 4°/3 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"4°/3 der Tod des Pflegevaters oder der Pflegemutter, bei denen der Bedienstete im Rahmen eines langfristigen Unterbringungsverfahrens untergebracht war: vier Werktage;";

4° eine Ziffer 4°/4 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"4°/4 der Tod des Kindes, das der Bedienstete seit weniger als sechs Monaten im Rahmen eines Vormundschafts- oder Unterbringungsverfahrens in seine Familie aufgenommen hat: ein Werktag;".

Art. 5 - In Artikel 379 § 1 desselben Kodex, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "bei höherer Gewalt" aufgehoben;

2° Ziffer 1 wird durch folgendes ersetzt: "im Falle einer Krankheit, eines Unfalls oder des Krankenhausaufenthalts einer unter demselben Dach wohnenden Person;";

3° in Ziffer 2 wird die zwischen die Wortfolge "unter demselben Dach wohnenden Personen:" und die Wortfolge "ein Verwandter" die Wortfolge "der Ehepartner;" eingefügt;

4° Paragraph 1 wird durch den folgenden Absatz ergänzt: "In den in Absatz 1 Ziffern 3 und 4 genannten Fällen ist höhere Gewalt erforderlich."

Art. 6 - In Buch III desselben Kodex wird die Überschrift von Kapitel V wie folgt ersetzt:
"Übertragener Mutterschaftsurlaub und Geburtsurlaub".

Art. 7 - In Artikel 396 desselben Kodex, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° das Wort "Vater" wird jedes Mal durch das Wort "Mit-Elternteil" ersetzt;

2° der Begriff "Ersatzvaterschaftsurlaub" sowie alle seine deklinierten Formen werden jedes Mal durch den Begriff "übertragener Mutterschaftsurlaub" sowie alle seine deklinierten Formen ersetzt.

Art. 8 - Artikel 397 desselben Kodex, zuletzt ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. April 2022, wird durch folgendes ersetzt:

"Art. 397 - Unbeschadet des Artikels 396 erhält ein Bediensteter bei der Geburt eines Kindes, dessen Abstammung von ihm festgestellt ist, auf Antrag einen Geburtsurlaub von 15 Tagen. Dieser Urlaub wird innerhalb vier Monaten nach der Geburt oder gegebenenfalls nach dem Ablaufdatum des übertragenen Mutterschaftsurlaubs genommen.

Für Geburten ab dem 1. Januar 2023 beträgt die Dauer des oben genannten Urlaubs 20 Tage.

In Ermangelung eines in Absatz 1 genannten Bediensteten steht dieses Recht auch dem Bediensteten zu, der zum Zeitpunkt der Geburt:

1° mit der Person, gegenüber der die Abstammung festgestellt wurde und bei der das Kind seinen Hauptwohntort hat, gesetzlich zusammenwohnt und in keinem Verwandtschaftsverhältnis steht, das ein Ehehindernis begründet, von dem das Familiengericht nicht befreien kann;

2° seit einem ununterbrochenen Zeitraum von drei Jahren vor der Geburt mit der Person, gegenüber der die Abstammung festgestellt wird und bei der das Kind seinen Hauptwohnsitz hat, dauerhaft und in einem affektiven Verhältnis zusammenwohnt und in keinem Verwandtschaftsverhältnis steht, das ein Ehehindernis begründet, von dem das Familiengericht nicht befreien kann. Der Nachweis des Zusammenwohnens und des Hauptwohnsitzes wird durch einen Auszug aus dem Bevölkerungsregister erbracht.

Die in Absatz 3, Ziffern 1 und 2 genannte Bedingung bezüglich des Hauptwohnsitzes des Kindes ist nicht anwendbar, wenn das Kind tot geboren wird.

Bei der Geburt eines Kindes hat nur ein Bediensteter Anspruch auf Urlaub nach Absatz 3. Die Bediensteten, die nach Absatz 3 Ziffern 1 und 2 Anspruch auf Urlaub haben, haben nacheinander Vorrang vor den anderen Bediensteten.

Der Geburtsurlaub wird nicht gewährt, wenn eine Fehlgeburt vor dem einhunderteinundachtzigsten Tag der Schwangerschaft eintritt.

Der Geburtsurlaub wird einer Dienststätkeitsperiode gleichgestellt.

Der Anspruch auf Mutterschaftsurlaub gemäß Artikel 39 des Gesetzes vom 16. März 1971 über die Arbeit schließt für ein und denselben Elternteil gegebenenfalls den Anspruch auf den durch die vorstehenden Absätze eröffneten Urlaub aus."

Art. 9 - In Artikel 399 desselben Kodex in seiner durch den Erlass vom 22. April 2021 abgeänderten Fassung, wird Absatz 2 außer Kraft gesetzt.

Art. 10 - In Artikel 416 § 3 desselben Kodex, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2010 und abgeändert durch den Erlass vom 6. April 2022, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° es wird eine Ziffer 1°/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "1°/1 Übertragener Mutterschaftsurlaub";

2° in Ziffer 2 wird das Wort "Vaterschaftsurlaub" durch das Wort "Geburtsurlaub" ersetzt.

Art. 11 - In Artikel 449bis desselben Kodex, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. April 2022, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird durch folgendes ersetzt: "Die Zeiträume, in denen der Bedienstete seine Laufbahn vollständig unterbricht, sind auf drei Monate pro unterstützter Person begrenzt und dürfen insgesamt sechs Monate im Laufe der gesamten Laufbahn nicht überschreiten. Diese Zeiträume einer vollständigen Unterbrechung können in Zeiträume von einem Monat oder einem Vielfachen davon aufgeteilt werden.";

2° ein neuer Absatz 3 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt: "Die Zeiträume, in denen der Bedienstete seine Laufbahn teilweise unterbricht, sind auf sechs Monate pro unterstützter Person begrenzt und dürfen insgesamt zwölf Monate im Laufe der gesamten Laufbahn nicht überschreiten. Diese Zeiträume einer teilweisen Unterbrechung können in Zeiträume von zwei Monaten oder einem Vielfachen davon aufgeteilt werden.".

Art. 12 - In Artikel 455 desselben Kodex, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und 6. April 2022, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 4 werden der Begriff "Ersatzvaterschaftsurlaub" sowie alle seine deklinierten Formen jedes Mal durch den Begriff "übertragener Mutterschaftsurlaub" sowie alle seine deklinierten Formen ersetzt;

2° in Ziffer 5 wird das Wort "Vaterschaftsurlaub" durch das Wort "Geburtsurlaub" ersetzt.

Art. 13 - In Artikel 569 Absatz 2 Ziffer 1 desselben Kodex, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007, wird die Wortfolge "der Vaterschaftsurlaub, der Aufnahmeurlaub im Hinblick auf die Adoption oder die inoffizielle Vormundschaft" ersetzt durch die Wortfolge "der übertragene Mutterschaftsurlaub, der Geburtsurlaub, der Adoptionsurlaub, der Aufnahmeurlaub".

KAPITEL 3 - Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder

Art. 14 - In Artikel 10 Absatz 2 Ziffer 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 über die Anstellungsbedingungen und die Verwaltungs- und Besoldungslage der vertraglichen Personalmitglieder, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird die Wortfolge "aufgrund höherer Gewalt" aufgehoben.

Art. 15 - In Artikel 12bis Absatz 1 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009 und zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2021, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Ziffer 5 wird die Wortfolge "aufgrund höherer Gewalt" aufgehoben;

2° es wird eine Ziffer 8°/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt: "8°/1 Übertragener Mutterschaftsurlaub gemäß Artikel 396;"

3° in Ziffer 9 wird das Wort "Vaterschaftsurlaub" durch das Wort "Geburtsurlaub" ersetzt.

Art. 16 - In Artikel 12^{quater} Absatz 2 Ziffer 5 desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 27. März 2009, wird die Wortfolge "aufgrund höherer Gewalt" aufgehoben.

KAPITEL 4 — *Schlussbestimmungen*

Art. 17 - Der vorliegende Erlass tritt am ersten Tage des Monats, der dem Ablauf einer Frist von zehn Tagen ab dem Tag nach seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt folgt, in Kraft.

Art. 18 - Die Ministerin für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Dezember 2022

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/34596]

1 DECEMBER 2022. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode en van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden inzake verloven**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 juni 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 1 juli 2022;

Gelet op het rapport van 25 mei 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 828 van Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 16 september 2022;

Gelet op advies nr. 72.326 van de Raad van State, gegeven op 7 november 2022, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Dit besluit zet Richtlijn (EU) 2019/1158 van het Europees Parlement en de Raad van 20 juni 2019 betreffende het evenwicht tussen werk en privéleven voor ouders en mantelzorgers en tot intrekking van Richtlijn 2010/18/EU van de Raad gedeeltelijk om.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode*

Art. 2. In artikel 22, derde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "verlof wegens overmacht" vervangen door de woorden "uitzonderlijk verlof bedoeld in artikel 379".

Art. 3. In artikel 368, § 2, van dezelfde Code, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 april 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in punt 6° worden de woorden "voor gevallen van overmacht" opgeheven;

2° punt 10° wordt vervangen als volgt: "10° het overgedragen moederschapsverlof bedoeld in artikel 396;

3° punt 11° wordt vervangen als volgt: "11° het geboorteverlof bedoeld in artikel 397;"

Art. 4. In artikel 376, tweede lid, van dezelfde Code, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 20 maart 2014 en 6 april 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 4° worden de woorden "vijf werkdagen" vervangen door de woorden "tien werkdagen te kiezen door de ambtenaar binnen een jaar na de datum van overlijden";

2° punt 4°/1 wordt vervangen als volgt: "4°/1 het overlijden van het kind van de ambtenaar of van het kind van de echtgenoot/-genote van de ambtenaar, of van het kind dat de ambtenaar of de echtgenoot/-genote in zijn/haar gezin opvangt of heeft opgevangen in het kader van een toezichts- of plaatsingsprocedure van ten minste zes opeenvolgende maanden: tien werkdagen te kiezen binnen een jaar na de datum van overlijden";

3° er wordt een punt 4°/3 ingevoegd, luidend als volgt :

"4°/3 het overlijden van de pleegvader of pleegmoeder bij wie de ambtenaar in langdurige pleegzorg was geplaatst: vier werkdagen";

4° er wordt een punt 4°/4 ingevoegd, luidend als volgt :

"4°/4 het overlijden van een kind dat de ambtenaar in zijn gezin sinds minder dan zes maanden opvangt in het kader van een toezichts- of plaatsingsprocedure: één werkdag";

Art. 5. In artikel 379, § 1, van dezelfde Code, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "wegens overmacht" opgeheven;

2° punt 1° wordt vervangen als volgt: " bij ziekte, ongeval of ziekenhuisopname van één persoon die onder hetzelfde dak als hij leeft";

3° in 2° worden de woorden "de echtgenoot/-genote" ingevoegd tussen de woorden "als hij wonen : " en de woorden "een bloed- of aanverwant";

4° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt: "In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 3° en 4°, is overmacht vereist."

Art. 6. In boek III van dezelfde Code wordt het opschrift van hoofdstuk V vervangen als volgt:

"Overgedragen moederschapsverlof en geboorteverlof".

Art. 7. In artikel 396 van dezelfde Code, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "vader" wordt telkens vervangen door het woord "meeouder";

2° de woorden "vervangend vaderschapsverlof" worden telkens vervangen door de woorden "overgedragen moederschapsverlof".

Art. 8. Artikel 397 van dezelfde Code, laatstelijk gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 april 2022, wordt vervangen als volgt :

"Art. 397. Onverminderd artikel 396 wordt aan de ambtenaar op zijn verzoek 15 dagen geboorteverlof toegekend bij de geboorte van een kind waarvan de afstamming ten aanzien van wie wordt vastgesteld. Dit verlof moet worden opgenomen binnen vier maanden na de geboorte of, in voorkomend geval, na afloop van het aan de ambtenaar overgedragen moederschapsverlof.

De duur van dit verlof bedraagt twintig dagen voor geboorten die plaatsvinden vanaf 1 januari 2023.

Bij ontstentenis van een ambtenaar bedoeld in het vorige lid, komt datzelfde recht toe aan de werknemer die op het ogenblik van geboorte:

1° wettelijk samenwoont met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en niet is verbonden door een band van bloedverwantschap die leidt tot een huwelijksbeletsel waarvoor de familierechtbank geen ontheffing kan verlenen;

2° sinds een onafgebroken periode van drie jaar voorafgaand aan de geboorte op permanente en affectieve wijze samenwoont met diegene ten aanzien van wie de afstamming vaststaat en bij wie het kind zijn hoofdverblijfplaats heeft, en niet is verbonden door een band van bloedverwantschap die leidt tot een huwelijksbeletsel waarvoor de familierechtbank geen ontheffing kan verlenen. Het bewijs van samenwoning en hoofdverblijfplaats wordt geleverd door middel van een uittreksel uit het bevolkingsregister.

De in het derde lid, 1° en 2°, bedoelde voorwaarde betreffende de hoofdverblijfplaats van het kind is niet van toepassing wanneer het kind doodgeboren is.

Voor de geboorte van eenzelfde kind heeft slechts één ambtenaar recht op het in lid 3 bedoelde verlof. De ambtenaar die krachtens lid 3, 1° en 2°, recht op verlof krijgen, hebben voorrang.

Geboorteverlof wordt niet verleend in geval van een miskraam vóór de honderd tachtigste dag van de zwangerschap.

Het geboorteverlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

Het recht op moederschapsverlof bedoeld in artikel 39 van de Arbeidswet van 16 maart 1971 sluit in voorkomend geval voor dezelfde ouder het recht op het in de voorgaande leden bedoelde verlof uit.

Art. 9. In artikel 399 van dezelfde Code, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2021, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 10. In artikel 416, § 3, van dezelfde Code, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2010 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 april 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° er wordt een punt 1°/1 ingevoegd, luidend als volgt : "1°/1 een overgedragen moederschapsverlof";

2° in 2° wordt het woord "vaderschapsverlof" vervangen door het woord "geboorteverlof".

Art. 11. In artikel 449bis van dezelfde Code, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 april 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het tweede lid wordt vervangen als volgt: "De perioden gedurende welke de ambtenaar zijn loopbaan volledig onderbreekt, zijn beperkt tot drie maanden per geholpen persoon en mogen in totaal niet meer bedragen dan zes maanden over de gehele loopbaan. Deze perioden van volledige onderbreking kunnen worden verdeeld in perioden van een maand of een veelvoud daarvan.";

2° er wordt een nieuw lid 3 ingevoegd, luidend als volgt : "De perioden gedurende welke de ambtenaar zijn loopbaan gedeeltelijk onderbreekt, zijn beperkt tot zes maanden per geholpen persoon en mogen in totaal niet meer bedragen dan twaalf maanden over de gehele loopbaan. Deze perioden van gedeeltelijke onderbreking kunnen worden verdeeld in perioden van twee maanden of een veelvoud daarvan."

Art. 12. In artikel 455 van dezelfde Code, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en 6 april 2022, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 4° worden de woorden "vervangend vaderschapsverlof" vervangen door de woorden "overgedragen moederschapsverlof";

2° in 5° wordt het woord "vaderschapsverlof" vervangen door het woord "geboorteverlof".

Art. 13. In artikel 569, tweede lid, 1°, van dezelfde Code, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, worden de woorden "vaderschapsverlof, verlof voor opvang met het oog op adoptie of pleegvoogdij" vervangen door de woorden "overgedragen moederschapsverlof, geboorteverlof, adoptieverlof en pleegverlof".

HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden*

Art. 14. In artikel 10, tweede lid, 5°, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de voorwaarden voor de indienstneming en de administratieve en geldelijke toestand van de contractuele personeelsleden, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "wegens overmacht" opgeheven.

Art. 15. In artikel 12*bis*, eerste lid, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 5° worden de woorden "voor gevallen van overmacht" opgeheven;

2° er wordt een punt 8°/1 ingevoegd, luidend als volgt : "8°/1 het overgedragen moederschapsverlof bedoeld in artikel 396;

3° in 9° wordt het woord "vaderschapsverlof" vervangen door het woord "geboorteverlof".

Art. 16. In artikel 12*quater*, tweede lid, 5°, van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 27 maart 2009, worden de woorden "wegens overmacht" opgeheven.

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

Art. 17. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 18. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 december 2022.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag,
Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C - 2022/34499]

23 JUNI 2022. — Besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 23 juni 2022 tot wijziging van het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 1 december 2016 betreffende het beheer van afvalstoffen en gelinkte bepalingen. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 188 van 29 juli 2022, acte nr. 2022/15098, blz. 60077 moet men lezen:

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2022/34499]

23 JUIN 2022. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2022 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} décembre 2016 relatif à la gestion des déchets et des dispositions connexes. — Erratum

Au *Moniteur belge* n°188 du 29 juillet 2022, acte n° 2022/15098, page 60077, il y a lieu de lire :

51	Installations de collecte de déchets, y compris le dépôt de ces déchets d'une capacité	Inzamelinrichting van afvalstoffen, met inbegrip van de opslag van deze afvalstoffen, met een capaciteit		Ne sont pas considérées comme activité à risque : les installations de collecte destinées exclusivement aux déchets non dangereux, déchets ménagers ou déchets d'équipements électriques et électroniques	Worden niet als risicoactiviteiten beschouwd: de inzamelinrichting uitsluitend bestemd voor niet gevaarlijke afvalstoffen, huishoudelijke afvalstoffen of afgedankte elektrische en elektronische apparatuur
	C supérieure à 1000 et jusqu'à 100.000 t/an	C greater than 1000 and up to 100.000 t/year	1B		